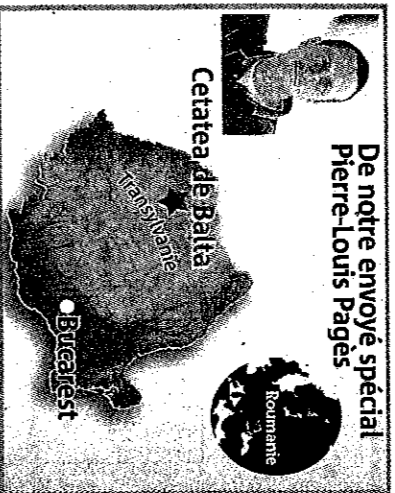


Le fait du jour

En Transylvanie, à la

REPORTAGE Alors que les expulsions se multiplient en France, nous sommes allés en Roumanie, visiter cette communauté qui peine à se faire une place dans la société

De notre envoyé spécial
Pierre-Louis Pages



Dans le quartier rom de Sub Deal à Cetatea de Balta, tout le monde (principalement les hommes) parle un peu le français. Pour la plupart, ils l'ont appris dans l'Hexagone, à Toulon ou à Nice. (Photos P.-L. P.)

Souvent mal aimés dans leur propre pays, appelés péjorativement « tsiganes » par le reste de la population, les Roms n'ont d'autre solution que de partir à l'étranger. Dans les communautés que nous avons rencontrées au beau milieu de la Transylvanie, toutes les familles roms ont au moins en permanence un enfant au « pays des droits de l'homme ».

Vivant de mendicité, de petits boulots pas toujours déclarés, ils y restent trois mois, parfois plus. Juste assez de temps pour mettre quelques centaines d'euros de côté et ils rentrent auprès des leurs. Jusqu'au prochain voyage... Un éternel recommencement. *Var-matin* vous amène au cœur de la Roumanie.

Entre Toulon et Cetatea : les plus varois des Roms

Comme pour le sanginaire comte Dracula, la Transylvanie l'est beaucoup moins pour les Roms qu'elle « exporte » un peu partout en France. Et notamment dans le Sud. Située au beau milieu de la Roumanie, il est pourtant une bourgade dont sont originaires une grande partie des Roms que l'on croise à Toulon. Et dans une moindre mesure à Nice.

Son nom ? Cetatea de Balta (provincane d'Alba). Un petit village de campagne entouré de champs de maïs, mal desservi par les bus. Encore moins par le train, de vieux autorails couleur rouge et crème qui ont fait, des années durant, le bonheur de la SNCFI.

Entre 300 et 350 Roms, peut-être plus, y vivent. Plus ou moins en harmonie avec les « gadjo » (les Roumains qui n'appartiennent pas à leur ethnie). Mais résolument à l'écart, dans de misérables bidonvilles dont les peintures, criardes pour certaines, ne font guère illusion.

Les plus pauvres

Idit Nicusan, la directrice de l'organisation non gouvernementale Caritas située dans la ville voisine de Blaj, confirme cette impression de pauvreté extrême : « Les Roms de la province d'Alba sont les plus pauvres de Roumanie. »

Pied de nez à cette réalité sociale : dans un pays longtemps franco-phonie, personne à Cetatea de



S'il multiplie les séjours à Toulon, Dumitru Lacatus - alias Kalo - j'en bleu sur la photo de droite), assis sur la dalle de sa future maison, assure n'avoir touché qu'une seule fois l'aide au retour volontaire.



Balta ne parle la langue de Moïse. À part les Roms ! Ici toutes les familles roms ont au moins un fils qui a fait le voyage à Toulon, ou ailleurs sur la côte. Parfois une seule fois. Souvent beaucoup plus.

Le pionnier s'appelle Christian. Il est de Tarnaveni, une commune distante d'une douzaine de kilomètres de Cetatea. « Il est allé à bas tout seul. Il a téléphoné en disant que c'était bien. D'autres l'ont suivi », raconte « Kalo », de son vrai nom Dumitru Lacatus.

« Kalo », un surnom qu'il doit à sa

peau très mate, est un inconditionnel de Toulon. Une ville où « ni la police, ni la préfecture n'embête les Roms ». Du moins jusqu'à présent. Mais « Kalo » est inquiet. De retour à Cetatea de Balta depuis une dizaine de jours, il a suivi l'actualité à la télévision et ne comprend pas les expulsions voulues par Nicolas Sarkozy. « C'est pas bon. »

Malgré la menace qui plane désormais au-dessus de sa tête, et la déchirure que représente à chaque fois le fait de laisser ses enfants pour plusieurs semaines, il est prêt

à repartir à Toulon. Peut-être dès ce lundi.

Deux semaines de nourriture

At-il le choix ? Lui assure que non. « Ici en Roumanie, il n'y a pas de travail. Comment je fais pour nourrir ma famille ? » Faire la manche dans le parking souterrain de la place de la Liberté, quand ce n'est pas devant l'église Saint-Flavien du Mourillon, lui permet en revanche de

mettre de côté 300 à 400 euros. Cela représente deux à trois semaines de nourriture à peine.

« Tout est cher ici. » Et la paire de Nike aux pieds de son fils Federico ? Et le vélo de son neveu ? Et la télévision ? « Je les ai trouvés dans les poubelles à Toulon et je les ai raménés », jure-t-il.

Sa maison aux murs de terre vaut toutes les paroles. « C'est compliqué de dormir à sept dans une seule pièce de 9 m² », commente Violetta, son épouse. Mais elle n'est pas prête de quitter Sub Deal, le plus pauvre des deux quartiers roms de Cetatea de Balta. La maison que « Kalo » fait construire à Tarnaveni, juste en face, de l'autre côté d'un vague terrain de foot où paissent des chevaux, n'en est qu'à aux fondations. « Avec l'aide du Secours catholique de Toulon, j'espère pouvoir la finir dans un an. »

Tudor Moldovan, son beau-frère, a plus de chance. Cela fait une vingtaine d'années déjà qu'il a quitté Sub Deal. Longtemps logé avec sa femme et ses deux enfants sous le toit de son père Yosif, il a pu, lui aussi grâce au Secours catholique, construire une extension dans laquelle il habite désormais. Quant à sa sœur Romi, actuellement à Toulon avec son mari et son fils, elle pourra bientôt emménager dans une vraie habitation et quitter sa maisonnette en pisée située à trois ou quatre mètres des poubelliers...

rencontre des Roms

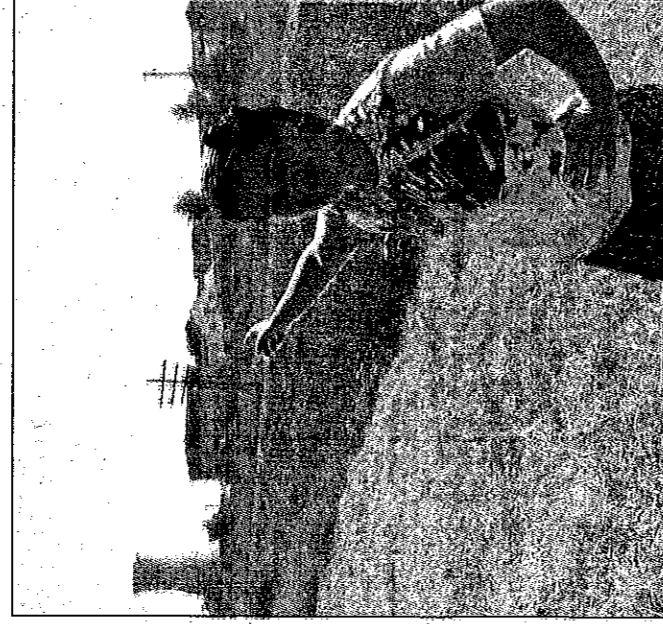
À Tarnaveni, le chômage ou l'exil

À peine rentrée qu'elle a pense déjà à repartir. À 44 ans, le visage encore jeune malgré les difficultés de la vie, Pusuca Rosta n'a pas d'autre choix que de multiplier les allers-retours avec la France. Même si elle ne ramène qu'une centaine d'euros - maigre bilan de son dernier séjour à Toulon -, c'est toujours mieux que rien.

Mais ça reste bien peu pour faire vivre ses deux filles, Luminiza et Andrada, et la fille de cette dernière, un bébé d'à peine dix mois. À l'approche de l'hiver, très rigoureux dans cette partie de la Transylvanie, Pusuca ne sait pas comment elle va faire.

Apparences trompeuses

À la voir faire le ménage dans sa maison de quatre pièces, on la croirait pourtant privilégiée. Les apparences sont trompeuses. Sa maison tombe en ruines! « Je n'ai pas d'argent pour réparer le toit qui menace de s'écrouler par endroits. Encore moins pour payer la fac-



Pusuca Rosta montre ce qu'il reste de la gigantesque usine chimique qui a longtemps fait vivre la ville de Tarnaveni. (Photos P.-L. P)

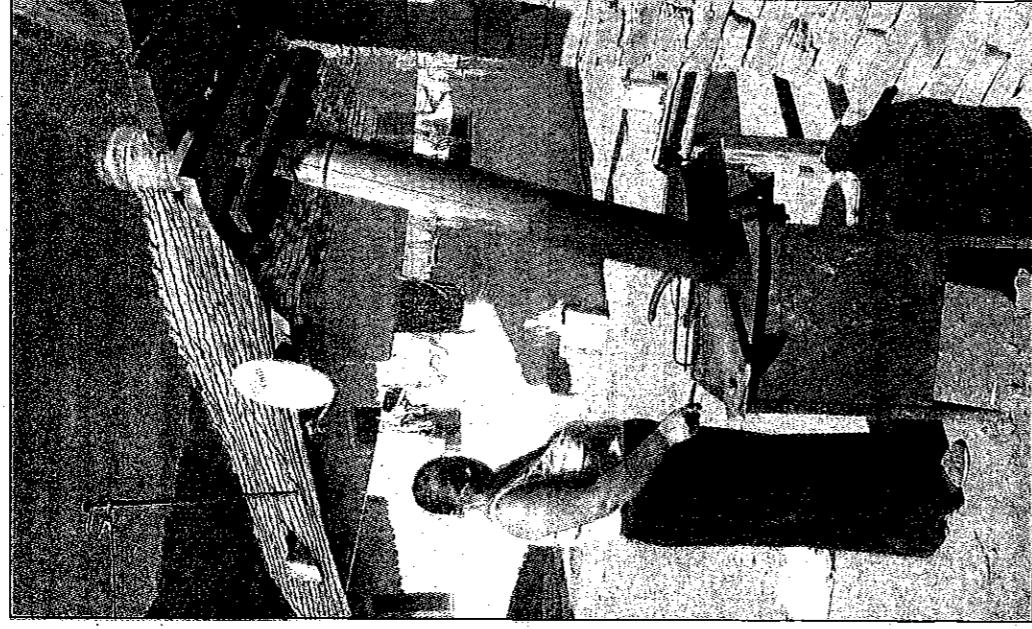
ture de gaz : environ 2000 euros pour passer les mois les plus froids. Quant aux meubles, regardé, ils sont tous cassés! », sanglote-t-elle. La vie n'a pourtant pas toujours été aussi dure à Tarnaveni. Pendant très long-

était obligé de travailler à l'usine chimique. Mon père, mon ex-mari y ont travaillé. Comme 8000 autres habitants de toute la région. Moi, j'y ai fait le ménage. Ça payait bien. »

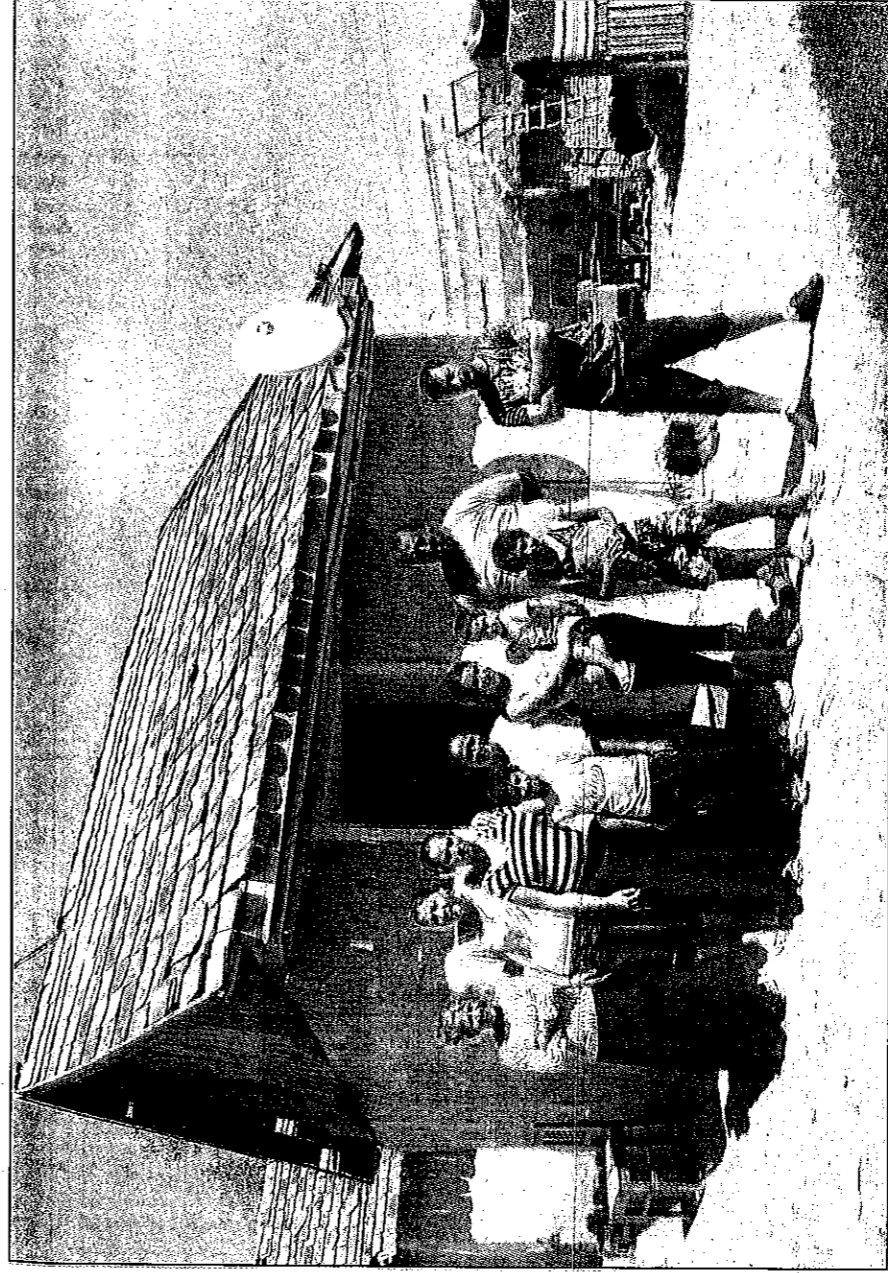
Carcasse en béton

Et puis tout s'est arrêté. Il y a plus de vingt ans, avant même la révolution de décembre 1989, qui a signé la fin du dictateur Nicolae Ceausescu, l'usine a fermé ses portes. Plongeant les habitants de Tarnaveni, peuplés encore plus les Roms, dans la misère. Ceux qui ont cru un moment à une possible réouverture ont dû se rendre à l'évidence : tout le métal a été enlevé pour être vendu, il ne reste que la carcasse en béton.

« Il n'y a plus rien ici. Que du chômage », constate Pusuca, mère. Le chômage ou l'exil. Pusuca a choisi. La semaine prochaine, elle repartira pour Toulon. Comme elle le fait déjà depuis trois ans. À une différence près : la peur de se voir expulsée...



Violetta, la femme de Kalo, au fourneau dans la « cuisine d'été ».



Kalo et toute sa famille devant sa maison de Sub Deal ou à l'intérieur même de celle-ci (photo de droite) : une pièce unique de 9 m² dans laquelle s'entassent sept personnes!



Mihail, accompagné d'un jeune « gadjo », pose devant les briques de terre qu'il fabrique pour sa propre maison.



En chiffres

Dans le Var, le faible nombre de Roms est concentré sur deux villes. Environ 120 sont installés à l'année à Fréjus, en campement illégal (une ordonnance d'expulsion a été prise en mai par le préfet, leur laissant un délai de six mois pour partir). A Toulon, les Roms vivent plutôt en petits groupes, comme des SDF. Ils seraient au maximum 80 sur l'année, mais rarement plus d'une quarantaine simultanément.

Un fichier biométrique pour éviter la fraude

Un billet retour, 300 euros par adulte et 100 euros par enfant : c'est l'aide au retour accordée par l'État français aux Roms volontaires, afin de les inciter à ne pas revenir. Soupçonnant toutefois certains d'avoir perçu le pécule autant de fois qu'ils ont franchi la frontière, le

ministère de l'Intérieur a créé un fichier en 2009, devenu biométrique depuis le 1^{er} septembre. Les policiers contrôlant des Roms ou des gens du voyage, lors de l'occupation illégitime d'un camp par exemple, peuvent désormais relever leurs empreintes digitales. Elles seront insérées dans la

base de données Oscar (outil simplifié de contrôle des aides au retour), où n'étaient jusqu'alors inscrits que les patronymes et prénoms des personnes contrôlées. Environ 15 000 aides au retour ont été délivrées en deux ans, représentant un total de près de 18 millions d'euros.